KV

ROYAUME DE BELGIQUE

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _

AVIS 43.188/4
DU 18 JUIN 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Mobilité, le 30 mai 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 9 décembre 2004 portant exécution des chapitres VIII et IX de l'arrêté royal du 12 mars 2003 relatif aux conditions d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation générale

L'article 6, § 4, 3/, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles dispose que les Gouvernements de région sont notamment associés à l'élaboration de la réglementation relative aux communications et aux transports.

Interrogée sur ce point, la déléguée du ministre a répondu :

"Les gouvernements de région ont été invités à formuler leurs commentaires sur le projet d'arrêté royal. Leur avis sera transmis sous peu."

Il revient à l'auteur du projet de veiller à poursuivre l'accomplissement de cette formalité préalable. Si le projet devait être modifié à cette occasion, il lui reviendrait également de le soumettre à nouveau à l'avis de la section de législation du Conseil d'État.

Observations particulières

Dispositif

Article 1er

Dans le texte français de l'article 1er du projet, le mot "titre" doit être remplacé par le mot "intitulé".

Article 5

L'article 5 du projet vise à remplacer l'article 2 de l'arrêté royal du 9 décembre 2004 portant exécution des chapitres VIII et IX de l'arrêté royal du 12 mars 2003 relatif aux conditions d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire, par la disposition suivante :

> "Art. 2. Dans le cadre de l'application de l'article 36 de la loi, le gestionnaire de l'infrastructure procède, le cas échéant, à une évaluation de la nécessité de maintenir une réserve de capacité dans le cadre de l'horaire de service définitif afin de lui permettre de répondre rapidement aux demandes ad hoc prévisibles de capacités. La présente disposition s'applique également dans les cas où l'infrastructure est saturée."

Interrogée sur le fondement légal de cette disposition, la déléguée du ministre a répondu :

> "Le libellé du nouvel article 2 tend à transposer en droit belge l'article 23, § 2, de la directive 2001/14/CE et procède du pouvoir général d'exécution du Roi."

Afin de mettre en oeuvre le pouvoir général d'exécution de la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire, que le Roi tire de l'article 108 de la Constitution, il y a lieu d'insérer dans le préambule du projet un nouvel alinéa 1er, visant cette disposition constitutionnelle.

Article 7

L'article 7 du projet vise à remplacer l'article 5 de l'arrêté royal du 9 décembre 2004 précité par la disposition suivante :

> "Lorsque le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire a désigné des infrastructures ferroviaires spécifiques comme prévu à l'article 38 de la loi, il peut accorder la priorité à un autre type de service que le service concerné lors de la procédure de programmation, après accord du Ministre."

Le fait d'accorder la priorité à un autre service que celui correspondant à la spécificité de l'infrastructure concernée est en contradiction avec la notion même d'infrastructure spécifique, telle qu'elle figure à l'article 38, alinéa 2, de la loi du 4 décembre 2006 précitée [(1)].

L'article 7, 2/, du projet, doit par conséquent être revu.

Article 8

Le texte est imprécis, il ne résout pas le problème de l'attribution de la capacité en cas d'égalité de fréquence d'utilisation du trajet concerné sur une période de référence à prendre en considération. Le texte est d'autre part imprécis quant à la détermination de cette période d'un mois.

Article 11

1. L'article 11 du projet dispose :

> "Art. 11. Le chapitre III du même arrêté et les articles 9 à 19 sont abrogés, étant entendu que le chapitre IV du même arrêté en devient le chapitre III et que le chapitre V en devient le chapitre IV."

---

(1) Article 38, alinéa 2, de la loi, qui transpose l'article 24, paragraphe 2, de la directive 2001/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2001 concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire et la tarification de l'infrastructure ferroviaire.

Le chapitre III de l'arrêté royal du 9 décembre 2004 précité ne comporte cependant que les articles 9 à 18. Il convient par conséquent de traiter distinctement l'abrogation du chapitre III de l'arrêté précité, comportant les articles 9 à 18, et de celle de l'article 19.

2. La déléguée du ministre ayant confirmé que l'article 20 de l'arrêté royal du 9 décembre 2004 précité n'est pas abrogé par le projet, il convient donc de corriger la renumérotation de la suite du dispositif de l'arrêté précité, à laquelle se livre le projet [(2)].

Article 14

Au 2/, il y a lieu de remplacer le pronom "elles" par les mots "les modifications visées à l'alinéa 1er".

Article 15

Interrogée sur la façon dont il convient de combiner l'application des deux alinéas de l'article 15, § 6 en projet (article 15 du projet), la déléguée du ministre a répondu que les mots ", avec un maximum ne dépassant pas les montants visés au §§ 2 à 4" devaient être omis de l'article 15, § 6, alinéa 2, en projet.

Compte tenu de l'économie des paragraphes 1er à 4 de l'article en projet, la section de législation se demande s'il n'y a pas lieu de prévoir expressément les montants maxima qui peuvent être prélevés dans les mêmes hypothèses lorsqu'un plan de renforcement des capacités a été adopté, conformément à l'article 41, § 3, de la loi.

---

(2) Il y a lieu d'éviter de procéder à la rénumérotation d'article ensuite de l'abrogation d'autres. Outre l'inutilité de la mesure, le procédé est hasardeux dans l'hypothèse où d'autres textes hiérarchiquement égaux ou inférieurs s'y réfèrent.
Par ailleurs, le projet est source de confusion puisqu'il ne procède pas à une renumérotation totale du texte, celui-ci passant de l'article 15 ou 16 à l'article 29.

Le paragraphe 6, alinéa 2, de l'article 15, sera revu à la lumière de cette observation.

Article 16

L'exécution de l'arrêté en projet devant perdurer au delà de l'actuelle répartition des compétences ministérielles et de leurs définitions, il y a lieu de la confier au ministre ayant le transport ferroviaire dans ses attributions, plutôt qu'au Ministre de la Mobilité.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT Ph. HANSE

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 43.188/4
VAN 18 JUNI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 30 mei 2007 door de Minister van Mobiliteit verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 december 2004 houdende uitvoering van de hoofdstukken VIII en IX van het koninklijk besluit van 12 maart 2003 betreffende de voorwaarden voor het gebruik van de spoorweginfrastructuur", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

Artikel 6, § 4, 3/, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepaalt dat de gewestregeringen onder meer betrokken worden bij het ontwerpen van de regelgeving betreffende het verkeer en het vervoer.

Hieromtrent om uitleg verzocht, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord :

> "Les gouvernements de région ont été invités à formuler leurs commentaires sur le projet d'arrêté royal. Leur avis sera transmis sous peu."

De steller van het ontwerp dient ervoor te zorgen dat voldaan wordt aan dit voorafgaande vormvereiste. Indien het ontwerp bij die gelegenheid zou worden gewijzigd, moet hij het opnieuw voor advies voorleggen aan de afdeling wetgeving van de Raad van State.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 1

In de Franse tekst van artikel 1 van het ontwerp moet het woord "titre" vervangen worden door het woord "intitulé".

Artikel 5

Artikel 5 van het ontwerp strekt ertoe artikel 2 van het koninklijk besluit van 9 december 2004 houdende uitvoering van de hoofdstukken VIII en IX van het koninklijk besluit van 12 maart 2003 betreffende de voorwaarden voor het gebruik van de spoorweginfrastructuur te vervangen als volgt :

> "Art. 2. In het kader van de toepassing van artikel 36 van de wet, maakt de infrastructuurbeheerder, in voorkomend geval, een raming van de behoefte aan reservecapaciteit die binnen de definitieve dienstregeling beschikbaar moet zijn om snel op te verwachten ad-hocaanvragen voor capaciteit te kunnen reageren. Dit geldt ook in geval van overbelaste infrastructuur."

Toen de gemachtigde van de minister om uitleg is verzocht omtrent de rechtsgrond van die bepaling, heeft ze daarop geantwoord :

> "Le libellé du nouvel article 2 tend à transposer en droit belge l'article 23, § 2, de la directive 2001/14/CE et procède du pouvoir général d'exécution du Roi."

Met het oog op de uitoefening van de algemene bevoegdheid van tenuitvoerlegging van de wet van 4 december 2006 betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur, die de Koning ontleent aan artikel 108 van de Grondwet, moet in de aanhef van het ontwerp een nieuw eerste lid worden ingevoegd waarin wordt verwezen naar deze bepaling van de Grondwet.

Artikel 7

Artikel 7 van het ontwerp strekt ertoe artikel 5 van het voornoemde koninklijk besluit van 9 december 2004 te vervangen als volgt :

> "Wanneer de beheerder van de spoorweginfrastructuur specifieke spoorweginfrastructuur heeft aangeduid zoals bedoeld in artikel 38 van de wet, kan hij, bij de programmeringsprocedure en na goedkeuring door de Minister, voorrang geven aan een andere type van dienst dan het betrokken type van dienst."

Het verlenen van voorrang aan een andere dienst dan die welke overeenstemt met de specificiteit van de betrokken infrastructuur is strijdig met het begrip specifieke infrastructuur zelf, zoals het wordt omschreven in artikel 38, tweede lid, van de voornoemde wet van 4 december 2006 [(1)].

Artikel 7, 2/, van het ontwerp moet bijgevolg worden herzien.

Artikel 8

De tekst is onduidelijk: hij lost het probleem niet op van de toewijzing van capaciteit indien de frequentie waarmee het betrokken traject wordt gebruikt, over een in aanmerking te nemen referentieperiode even groot is. De tekst is voorts onduidelijk wat betreft de vaststelling van die periode van een maand.

---

(1) Artikel 38, tweede lid, van de wet voorziet in de omzetting van artikel 24, lid 2, van richtlijn 2001/14/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 2001 inzake de toewijzing van spoorweginfrastructuurcapaciteit en de heffing van rechten voor het gebruik van spoorweginfrastructuur.

Artikel 11

1. Artikel 11 van het ontwerp bepaalt :

"Art. 11. Hoofdstuk III van hetzelfde besluit en artikels 9 tot en met 19 worden opgeheven, met dien verstande dat hoofdstuk IV van hetzelfde besluit hoofdstuk III van het besluit wordt en dat hoofdstuk V hoofdstuk IV van het besluit wordt."

Hoofdstuk III van het voornoemde koninklijk besluit van 9 december 2004 bevat echter alleen de artikelen 9 tot 18. Derhalve moet de opheffing van hoofdstuk III van het voornoemde besluit, dat de artikelen 9 tot 18 bevat, en die van artikel 19 afzonderlijk worden geregeld.

2. De gemachtigde van de minister heeft bevestigd dat het ontwerp artikel 20 van het voornoemde koninklijk besluit van 9 december 2004 niet opheft, zodat de vernummering van het vervolg van het dispositief van het voornoemde besluit zoals wordt voorgesteld bij het ontwerp, moet worden aangepast [(2)].

Artikel 14

In punt 2/ moet het voornaamwoord "Ze"de eerste maal dat het in die bepaling voorkomt, vervangen worden door de woorden "de wijzigingen bedoeld in het eerste lid".

---

(2) De vernummering van artikelen als gevolg van de opheffing van andere artikelen dient te worden gemeden. Deze werkwijze is niet alleen onnodig, ze is bovendien risicovol ingeval andere teksten van gelijke of lagere rang naar die artikelen verwijzen.
Het ontwerp zorgt voorts voor verwarring, daar niet de volledige tekst vernummerd wordt : van artikel 15 of 16 gaat hij rechtstreeks naar artikel 29.

Artikel 15

Toen de gemachtigde van de minister gevraagd is hoe de twee leden van het ontworpen artikel 15, § 6 (artikel 15 van het ontwerp), in onderlinge samenhang toepassing moeten vinden, heeft ze geantwoord dat in het ontworpen artikel 15, § 6, tweede lid, de woorden ", met een beperking tot de maximumbedragen vermeld in de §§ 2 tot 4" moeten vervallen.

Gelet op de strekking van de paragrafen 1 tot 4 van het ontworpen artikel vraagt de afdeling wetgeving zich af of het niet noodzakelijk is uitdrukkelijk de maximumbedragen te vermelden die in dezelfde omstandigheden kunnen worden geheven indien overeenkomstig artikel 41, § 3, van de wet een capaciteitsvergrotingsplan is aangenomen.

Artikel 15, § 6, tweede lid, moet worden herzien in het licht van deze opmerking.

Artikel 16

De tenuitvoerlegging van het ontwerpbesluit moet voortduren na afloop van de huidige verdeling van de ministeriële bevoegdheden en van de omschrijving ervan, zodat ze moet worden toevertrouwd aan de minister bevoegd voor het spoorvervoer, veeleer dan aan de Minister van Mobiliteit.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY, J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

C. GIGOT Ph. HANSE